



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité



**Mission de contrôle technique nécessaire aux travaux d'aménagement
au quatrième étage du bâtiment D du centre d'affaires AGORA1**

LETTRE DE CONSULTATION VALANT CAHIER DES CHARGES ET ACTE D'ENGAGEMENT

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Direction interrégionale des douanes et des droits indirects Antilles-Guyane

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

M. le directeur interrégional des douanes

Remise des offres

Date et heure limites de réception : **Lundi 22 septembre 2025 à 18h00 (heure de
Martinique)**

Numero Consultation = MAPA-PI-DIDAG972-2025-01

ProcedurePassation = Mapa inf à 25000 euros

CODE CPV : 71356100-9 - SERVICES DE CONTRÔLE TECHNIQUE

<div style="display: flex; justify-content: space-around; height: 100px;"> <div style="width: 33%;"></div> <div style="width: 33%;"></div> <div style="width: 33%;"></div> </div>	<div style="display: flex; justify-content: space-around; height: 100px;"> <div style="width: 33%;"></div> <div style="width: 33%;"></div> <div style="width: 33%;"></div> </div>	<div style="display: flex; justify-content: space-around; height: 100px;"> <div style="width: 33%;"></div> <div style="width: 33%;"></div> <div style="width: 33%;"></div> </div>
---	---	---

--	--	--	--	--	--	--	--	--

Cellule « Immobilier »

Mission de contrôle technique nécessaire aux travaux d'aménagement au quatrième étage du bâtiment D du centre d'affaires AGORA1

N° Chorus RE-FX :	N° fiche immobilisation en cours (FIEC) :
-------------------	---

Date du marché :	NANTISSEMENT
Montant TVA incluse :	
Nom du titulaire :	

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de Septembre 2025, ce mois est appelé " mois Mo " .

Imputations budgétaires et comptables						
Centre de coûts	Centre financier	Compte budgétaire	Domaine fonctionnel	Compte général		BOP
				AV	AC	
DDIDI00972 DI Ant-Gu Martinique	DRMA-DRMA					348

ARTICLE 1 – CONTRACTANT

Je soussigné, (*nom et prénom*)

agissant en mon nom personnel **OU** agissant au nom et pour le compte de la société (*intitulé complet, forme juridique*)

domicilié à **OU** ayant son siège social (*adresse complète et n° de téléphone*) à

. numéro d'identité d'établissement SIRET : _____ -

. numéro d'enregistrement au registre du commerce et des sociétés : _____

Si agence régionale (préciser les coordonnées complètes) :

Domicilié à : _____

numéro d'identité d'établissement SIRET de l'agence : _____

désigné dans le présent document sous l'appellation "**CONTRÔLEUR TECHNIQUE**".

Affirme :

- Avoir fourni les pièces prévues par la législation en vigueur et, notamment celles prévues par le code de la commande publique pour ce qui concerne l'attributaire ;

- Être informé, qu'en application des textes susvisés à laquelle la présente consultation est soumise, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux textes susvisés ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5, D. 8222-7 ou D. 8222-8 du code du travail, le présent marché sera résilié à mes torts exclusifs ;

- et m'engage, sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations de contrôle technique dans les conditions ci-après définies.

ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet la mission de contrôle technique nécessaire aux travaux d'aménagement au quatrième étage du bâtiment D du centre d'affaires AGORA1

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrage suivante : **réhabilitation**

L'opération aura lieu sur un site occupé en milieu urbain.

À titre indicatif, les prestations devraient commencer au mois de décembre 2025. Le délai prévisionnel indicatif global d'exécution des prestations est de 4 mois (préparation et approvisionnement inclus).

Les travaux ne seront pas dévolus en marchés séparés.

Toutefois, le choix définitif du mode de dévolution sera arrêté au plus tard à la réception de l'APD.

La partie de l'enveloppe financière affectée aux travaux, arrêtée par le maître d'ouvrage, est de : **45 208,00 € TTC**

Il est précisé que, pour la réalisation de prestations similaires, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

ARTICLE 3 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI les pièces contractuelles qui constituent le présent marché sont, par ordre de priorité :

- Le présent document ;
- Le dossier-programme de l'opération et ses annexes ;
- le mémoire méthodologique, qui détaillera aussi précisément que possible « *l'exécution des actes techniques et des actes d'information (...) dans le cadre de la méthodologie et de l'organisation qualité propres au contrôleur technique* » suivant les termes de l'article 12 du Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés de Contrôle Technique ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles en vigueur, dans sa version approuvée par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés de contrôle technique en vigueur dans sa version approuvée par le décret n° 99-443 du 28 mai 1999 ;
- La norme française NFP 03-100 relative aux critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction pour les articles cités dans le C.C.T.G ;
- l'offre technique et financière du candidat.

ARTICLE 4 - INTERVENANTS SUR L'OPÉRATION

La maîtrise d'œuvre chargée d'assurer de l'opération est en cours de désignation .

La mission qui sera confiée au maître d'œuvre est la mission de base au sens des Articles R2431-4 et R2431-5 code de la commande publique.

Elle comporte les éléments suivants :

Missions de base :

Pour une opération de construction neuve de bâtiment et pour une opération de réhabilitation de bâtiment, la mission de base confiée au maître d'œuvre au sens de l'article R2431-4 et suivants du code de la commande publique comprend les éléments suivants :

- Avant-projet (AVP), Projet/DCE ;
- Accompagnement du Maître d'ouvrage à l'élaboration éventuelle du dossier de déclaration
- préalable de travaux(ACM)
- Assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés publics de travaux (AMT) ;
- Etudes d'exécution et de synthèse (EXE) ;
- La direction de l'exécution des marchés publics de travaux (DET) ;
- L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR);

Mission(s) complémentaire(s) :

- Sont également confiées au maître d'œuvre les missions complémentaires suivantes :

☐ Diagnostic (DIAG)

☒ OPC

ARTICLE 5 - INTERVENTIONS DU CONTRÔLEUR TECHNIQUE

Les interventions confiées au contrôleur technique portent sur :
Les interventions confiées au contrôleur technique portent sur :

▪ Les missions de base suivantes :

☒ Mission L : solidité ouvrages et équipements indissociables ;

☒ Mission S : sécurité des personnes.

▪ Les missions complémentaires suivantes :

☐ Mission SEI : sécurité des personnes dans les ERP et IGH

☒ Mission LE : solidité des existants ;

☐ Mission PH : isolation phonique ;

☐ Mission TH : isolation thermique et économies d'énergie ;

☒ Mission P1 : solidité des équipements non indissociablement liés dissociables ;

☒ Mission F : relative au fonctionnement des installations ;

☐ Mission HAND et ATT HAND : accessibilité des constructions pour les personnes handicapées, et attestation handicapés ;

☐ Mission Av : relative à la stabilité des ouvrages avoisinants ;

☐ Mission GTB : relative à la gestion technique des bâtiments ;

☐ Mission Brd : relative au transport des brancards dans les constructions ;

☐ Mission HYSa : hygiène et santé dans les bâtiments autres que d'habitation ;

☐ Mission PHa : isolation phonique des bâtiments autres qu'à usage d'habitation ;

☐ Missions ENV : relatives à l'environnement ;

☐ Mission PS : sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme ;

☐ Missions VAMSIET : Vérifications avant mise en service des installations électriques temporaires ;

☐ Missions CO : Coordination du contrôle ;

☐ Missions VIEL : Vérification initiale des installations électriques ;

☐ Mission F2 : vérification des pré câblages informatiques et téléphoniques ;

☒ Mission DEM : solidité des ouvrages avoisinants en cas de démolition d'ouvrages existants ;

Cet ensemble de missions comporte les phases prévues à l'annexe B du C.C.T.G. et à l'article 4.2.2 de la norme NFP 03-100 dans le cadre des actes techniques qui correspondent à chacune des phases.

ARTICLE 6 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DE LA MISSION DU CONTRÔLEUR TECHNIQUE

6.1 Cadre général

Le contrôle interviendra dans les conditions fixées pour chaque mission par le cahier des clauses techniques générales, par les articles de la norme NFP 03-100 citées dans le C.C.T.G.

A titre indicatif, le début de l'intervention du contrôleur technique est prévu au mois octobre 2024 pour une durée prévisionnelle des études et des travaux d'environ 4 mois.

6.2 Actes techniques et phases d'intervention du contrôleur technique compris dans le prix forfaitaire :

En application de l'annexe B du CCTG applicable aux prestations de contrôle technique, la mission du contrôleur technique est décomposée suivant les phases suivantes :

– phase 1 : examen des documents de conception se concrétisant par l'établissement du rapport initial de contrôle technique ;

– phase 2 : examen des documents d'exécution et formulation des avis correspondants, notamment du Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT) annexé au Dossier de Consultation des Entreprises ;

– phase 3 : examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle et formulation des avis correspondants ;

– phase 4 : établissement du Rapport Final de Contrôle Technique (RFCT) avant chaque réception ;

– phase 5 : examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement.

En complément de l'ensemble des actes techniques mentionnés à l'annexe B du CCTG applicable aux prestations de contrôle technique, cette rémunération forfaitaire comprend :

- la participation aux réunions de travail nécessaires à l'élaboration des dossiers ESQ/DIAG, APS, APD, PRO/DCE, sur convocation du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage (soit 4 à 5 réunions au minimum), et l'établissement des rapports préalables correspondants sur ces documents ;
- la participation à toutes réunions nécessaires en matière de phasage des travaux, y compris la définition des mesures correspondantes en termes de réglementation et de sécurité (y compris les mesures provisoires) ;
- toutes visites ponctuelles de chantier nécessaires aux vérifications techniques sur site des ouvrages et équipements soumis au contrôle, au fur et à mesure de l'avancement des travaux (à détailler dans le mémoire méthodologique mentionné à l'article 2 et au règlement de consultation) ;
- la participation à toutes réunions jugées nécessaires par le maître d'ouvrage (ou son représentant) pour la bonne exécution de la mission ; à titre indicatif le titulaire doit prévoir de participer : aux réunions hebdomadaires de chantier : le titulaire participera à titre indicatif à environ 1 réunion sur 2, soit au minimum à 30 réunions de 2 heures, en procédant notamment à un point exhaustif des suites données (ou restant à donner) aux avis défavorables et suspendus avec les intéressés ;
 1. aux réunions mensuelles Maîtrise d'Ouvrage / Maîtrise d'œuvre : le titulaire participera à titre indicatif au minimum à 10 réunions de 2 heures ;
 2. la participation à chaque visite de réception des travaux, et l'établissement d'un rapport préalable à la réception (sur demande de la maîtrise d'ouvrage et au + tard 1 mois avant la date des opérations préalables à la réception)
- pendant la période de parfait achèvement, la revue du Rapport Final de Contrôle Technique de façon à obtenir un rapport vierge d'observation (sur indication par la maîtrise d'ouvrage ou son représentant que les avis du contrôleur technique ont été suivis d'effet) ;
- un nombre prévisionnel de 2 interventions (vacations et déplacements) correspondant aux travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement, pendant laquelle les interventions du contrôleur technique sont demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur.

1

1	NB 1 : pour chacune des phases définies ci-avant, le contrôleur technique établira systématiquement un compte-rendu (ou un avis) et se chargera de sa diffusion aux intervenants concernés :
2	o examen de tous les documents relatifs au projet (avis à donner sur Esquisse/Diagnostic, APS, APD, APC,
3	PRO / DCE)
4	o chaque visite de chantier
5	o chaque réunion susvisée
1	NB 2 : pendant la période de parfait achèvement, toute intervention supplémentaire (vacations et déplacements) du contrôleur technique par rapport aux termes ci-avant sera rémunérée au contrôleur technique au prix indiqué dans le tableau article 9 page 9 au présent marché.

6

6.3 Délais pour remise de documents et pénalités de retard.

Le contrôleur technique devra accomplir chacune des missions qui lui sont confiées par le présent marché dans le cadre des délais contractuels ci-après.

6.3.1 Délais pour remise de documents

1) Pour les documents d'études établis par le maître d'œuvre :

Les avis relatifs à l'examen des documents APS, APD et le rapport initial sur PROJET devront être communiqués au service chargé de l'opération dans le délai maximum de 8 jours à compter de la date de réception des documents par le contrôleur technique.

2) Pour les documents établis par le maître d'œuvre et les entreprises en cours de chantier :

Les avis sur ces documents devront être transmis au service chargé de l'opération, au maître d'œuvre, aux entreprises dans un délai maximum de 8 jours à compter de la date de réception des documents par le contrôleur technique.

3) Pour le rapport final :

Le rapport doit être transmis 8 jours avant la date à laquelle il sera procédé aux opérations préalables à la réception.

6.3.2 Pénalités pour retard (montant HT non révisable)

Si un retard dans les délais fixés ci-dessus incombe au contrôleur technique, celui-ci subira sur ses créances des pénalités ainsi calculées : (par jour de retard, y compris dimanche et jours fériés)

- a) documents visés aux paragraphes 1) et 2) ci-dessus : 50 € ;
- b) remise du rapport initial ou du rapport final : 50 € ;
- c) en cas d'absence à une réunion à laquelle il a été convoqué : 50 €.

ARTICLE 7 – RESPONSABLE TECHNIQUE DU CONTRÔLE

Dès la notification du présent marché, le contrôleur technique propose à l'agrément du service chargé de l'opération, les responsables techniques qualifiés pour signer les avis au cours de l'exécution du marché. L'absence de réponse du service chargé de l'opération dans un délai de 15 jours vaut acceptation de la personne désignée. Le changement de responsable qualifié en cours de marché, doit être accepté par le maître de l'ouvrage dans les mêmes conditions, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG PI. A ce titre, le maître de l'ouvrage doit être informé par courrier (le cas échéant par télécopie) dans les meilleurs délais du changement du responsable qualifié.

ARTICLE 8 – DURÉE DES INTERVENTIONS

Les interventions du contrôleur technique commencent dès la notification du présent marché et s'achèvent à l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement.

ARTICLE 9 – RÉMUNÉRATION (+ annexes 1 et 2)

Les prestations du contrôleur technique sont rémunérées par application d'un prix forfaitaire hors TVA fondé sur les conditions économiques du mois Mo (cf. page 3). Ce prix forfaitaire est égal à :

PHASE ÉTUDES pour ses interventions avant notification des marchés de travaux.€
PHASE TRAVAUX pour ses interventions après notification des marchés de travaux.€
Total Hors TVA€
TVA 8,5%€
MONTANT T.V.A. INCLUSE€

----- euros TTC (en lettres)

Cette rémunération forfaitaire comprend :

- les frais liés à la rédaction et la communication des avis et rapports ;
- les frais liés à la présence du contrôleur technique sur le chantier¹ et aux réunions²;
- les frais liés à la présence du contrôleur technique lors des opérations préalables à la réception ;
- les frais liés aux vacations et déplacements pendant la période de garantie de parfait achèvement.

La rémunération forfaitaire comprend la totalité des frais liés à l'exercice des missions confiées au titulaire.

Si le maître de l'ouvrage ou le maître d'œuvre demande des vacations et déplacements supplémentaires pendant ces périodes, elles seront rémunérées au tarif forfaitaire de la demi-journée défini par catégorie de personnel selon le tableau suivant :

CATÉGORIE DE PERSONNEL	<i>VACATION A LA DEMI-JOURNÉE EN EURO HT</i>
SPECIALISTE	
INGENIEUR	
TECHNICIEN	

ARTICLE 10- NANTISSEMENT OU CESSIION DE CRÉANCE

Le montant maximal de la créance que je pourrai présenter en nantissement ou céder, est ainsi de : ____
____ Euros (en lettres : _____)
TVA incluse³.

1 Dans le cadre de l'organisation proposée dans son offre par le contrôleur technique et, sur convocation du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage.

2 Dans le cadre de l'organisation proposée dans son offre par le contrôleur technique et, sur convocation du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage.

3() En cas de sous-traitance, montant total de l'offre déduction faite du montant sous-traité

ARTICLE 11 - MODALITÉS DE REGLEMENT

Le règlement des honoraires du contrôleur technique fait l'objet d'acomptes calculés selon les dispositions ci-après définies.

11.1 Avance

Dès lors que les conditions de versement de l'avance fixées par le code de la commande publique sont remplies, le titulaire :

- accepte le bénéfice de l'avance.
- renonce au bénéfice de l'avance.

Son montant est fixé à 5% du montant initial TTC du marché (*lorsque la durée du marché est inférieure à 12 mois*).

OU

Son montant est fixé à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial TTC du marché, divisé par la durée du marché exprimée en mois (*lorsque la durée du marché est supérieure à 12 mois*).

11.2 Répartition des acomptes

a) 1^{er} acompte

Cet acompte est versé dès remise par le contrôleur technique de ses observations sur l'**AVP**.

Son montant est égal à 40 % du montant de la rémunération forfaitaire – PHASE ETUDES.

b) 2^{ème} acompte

Cet acompte est versé dès remise par le contrôleur technique de ses observations et de son rapport initial sur le **PROJET**.

Son montant est égal à 60 % du montant global de la rémunération forfaitaire – PHASE ETUDES.

c) 3^{ème} acompte

Cet acompte est versé à l'issue de la mission "**rapport final en vue de la réception**".

Son montant est égal à 90 % du montant de la rémunération forfaitaire – PHASE TRAVAUX.

11.3 Solde

Pour le versement du solde, qui est égal à 10 % du montant de la rémunération forfaitaire – PHASE TRAVAUX – due au titulaire, le contrôleur technique adresse son projet de décompte à l'expiration de la période dite « obligation de parfait achèvement ».

11.4 Délais de paiement et intérêts moratoires

Le délai de paiement des sommes dues au titulaire est de trente (30) jours.

Ce délai ne peut être suspendu qu'une seule fois et par envoi au titulaire, huit jours avant l'expiration du délai d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal lui faisant connaître les raisons qui s'opposent au paiement, de son fait ou de celui du sous-traitant concerné et précisant les pièces à fournir ou à compléter.

Cette lettre doit indiquer qu'elle a pour effet de suspendre le délai de paiement.

Le paiement est réputé effectué à la date de virement par le comptable public.

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, l'entreprise a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'élève à 40 euros.

11.5 Prix du marché

Le présent marché est passé à prix révisibles.

Les acomptes seront calculés avec un coefficient de révision donné par la formule :

$$R = 0,15 + 0,85 (I_m/I_0)$$

dans laquelle :

I₀ : Index ingénierie du mois Mo « Etudes » (mois d'origine)

I_m : Index ingénierie du mois d'exécution des prestations.

Ce mois « m » est déterminé comme suit :

a) Durée d'exécution de l'élément inférieure ou égale à un mois :

. index du mois au cours duquel l'élément est remis au maître de l'ouvrage ;

b) Durée d'exécution supérieure à un mois :

. moyenne arithmétique du montant des prestations et application de l'index des mois correspondants.

11.6 T.V.A

En application de l'article 256.I du Code général des impôts, le présent marché est soumis à la TVA. Il est précisé que tous les montants du présent marché sont exprimés hors TVA.

ARTICLE 12 - PAIEMENTS

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en en faisant porter le montant au crédit du compte ci-après⁴ :

Compte ouvert au nom de :

Domiciliation

..... :

Sous le numéro :

Clé RIB :

⁴ Joindre obligatoirement un RIB avec l'offre

Banque :

Code banque :

Code guichet :

ARTICLE 13 - ASSURANCE

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le contrôleur technique doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-3 et 1792-4-1 du code civil, au moyen d'une attestation qui devra au moins indiquer de façon non équivoque *les activités garanties, le montant de ces garanties, la période de validité de l'attestation et la procédure de mise à jour des primes.*

Les travaux de réhabilitation constituent des travaux sur existants, lesquels sont soumis aux règles générales fixées par la loi du 4 janvier 1978 en matière de responsabilité et d'assurance.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du contrôleur technique.

ARTICLE 14 - ACHEVEMENT DE LA MISSION

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision de réception établie dans les conditions fixées à l'article 27 du CCAG-PI, et, constatant qu'il a rempli toutes ses obligations.

ARTICLE 15 ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES INTERVENTIONS

En application de l'article 20 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacune des phases techniques suivantes : APS, APD, PROJET qui correspondent aux trois éléments de la conception tels qu'identifiés et chiffrés à l'annexe 2. Cette décision emporte alors résiliation du présent marché sans indemnité.

ARTICLE 16 RÉSILIATION DU MARCHÉ

En complément des articles 29 et suivants du CCAG-PI, en cas de non renouvellement ou de perte de l'agrément du contrôleur technique prévu par l'article L. 111-25 du code de la construction et de l'habitation portant sur les domaines concernés par le présent marché, celui-ci sera résilié dans les conditions de l'article 32 du CCAG-PI.

ARTICLE 17 ENGAGEMENT DU CANDIDAT

N.B : Si le candidat a donné pouvoir à des personnes habilitées à signer des documents relatifs au présent marché en son nom et pour son compte, il joint à son offre une délégation de pouvoir, sur papier à en-tête de son entreprise, comportant mention des noms, prénoms, fonctions et signatures des personnes habilitées. Il signe et date cette délégation de pouvoir.

ARTICLE 18 DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

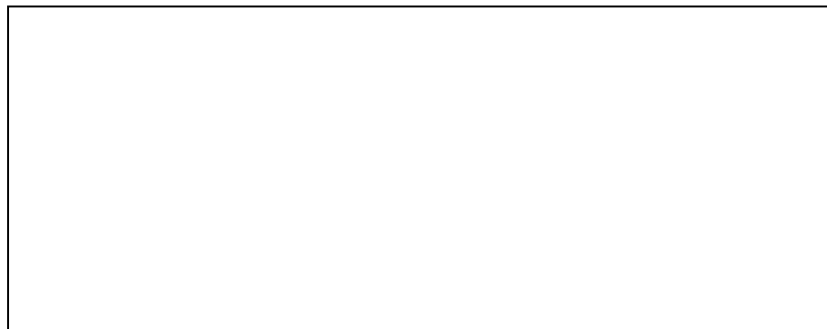
- Dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI par l'article 3 du présent marché ;
- Dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI par l'article 7 du présent marché.

Fait en un seul original,

À

Le...

(Mention manuscrite "lu et approuvé"
Cachet et signature du représentant
de l'entreprise)



ARTICLE 19 - ACCEPTATION DE L'OFFRE

Est acceptée la présente offre arrêtée à la somme de (en lettres) :

.....
.....
.....euros TTC

pour valoir acte d'engagement par le représentant du pouvoir adjudicateur, ayant délégation de signature par arrêté du, portant délégation de signature (Secrétariat général),

si le montant du marché est différent de l'offre initiale, le montant maximal de la créance qui pourra être présentée en nantissement ou cédée est porté à la somme de ⁽⁵⁾ (en lettres) :

.....
.....
.....

A Fort-de-France, le 2024

Signature du représentant du pouvoir adjudicateur

Ordonnateur

Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle et Numérique
Direction Interrégionale des Douanes Antilles-Guyane
Plateau Roy-Cluny
BP 81005

97247 FORT DE FRANCE CEDEX

Comptable assignataire des paiements

Trésorerie Générale des Douanes
30 rue Raoul Wallenberg
TSA 70 031

75 927 PARIS CEDEX 01

Personne habilitée à donner les renseignements

Monsieur MARCELIN, chef du BOP PLI samuel.marcelin@douane.finances.gouv.fr

5() En cas de sous-traitance, montant total de l'offre déduction faite du montant sous-traité.

L'acceptation de l'offre a été notifiée à l'entrepreneur le : _____

<i>A remplir par le titulaire, en cas de notification par remise en mains propres</i>
--

Reçu notification du marché le : _____

A _____, le _____

ANNEXE 1

Temps d'intervention

Le temps d'intervention du contrôleur technique aux différentes phases de sa mission est détaillé dans le tableau suivant :

PHASES DE MISSION	TEMPS D'INTERVENTION (en heures)			TOTAL HORAIRE PAR PHASE
	SPÉCIALISTE	INGÉNIEUR	TECHNICIEN	
1- Conception - élément AVP				2 -
3- Conception - élément PRO				3 -
4 - Document d'exécution				4 -
5 - Réalisation des travaux				5 -
6 - Vérifications finales				6 -
7 - Période de garantie				7 -
TOTAL				

ANNEXE 2

CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION ET D'INTERVENTION

1. Le contrôleur technique s'engage à accomplir tous les actes qui apparaîtront nécessaires, compte tenu des natures et domaines d'intervention qui lui sont confiées par le présent contrat, pour mettre en garde le maître d'ouvrage contre les conséquences de dispositions prises par l'entrepreneur pour assurer la qualité de l'exécution. Le contrôleur est juge, sous sa responsabilité, du caractère de nécessité des actes en cause.

Ces actes comprennent en tout premier lieu l'évaluation technique du projet par rapport aux dispositions des documents réglementaires et normatifs existants.

2. Tout au long de la conception, jusque et y compris les calculs et dessins des détails d'exécution, les interventions du contrôleur technique comportent l'examen critique des documents, pièces écrites ou dessins, fournis par le concepteur et entreprises, par leurs sous-traitants et éventuellement par les fabricants d'équipements rendus solidaires par l'article 1792-4 du code civil.

Cet examen se concrétise par des avis rédigés dans une forme claire, destinés à la personne responsable du marché et signés par la personne responsable technique autorisée prévue à l'article 5 du marché.

Si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaire à son intervention, il est tenu de le signaler à la personne responsable du marché.

3. L'intervention du contrôleur technique pendant l'exécution des travaux comporte autant de visites de chantier qu'il est nécessaire pour renseigner la personne responsable du marché sur le respect, par les entreprises, des clauses concernant le calcul et le dessin des détails d'exécution, sur la qualité de l'exécution et les dispositions prises pour l'assurer, notamment lors des phases particulièrement importantes de celle-ci. La mission du contrôleur implique qu'il doive nécessairement assister aux réunions de chantier **sur convocation et à au moins une réunion sur deux** dans les conditions prévues au marché.

La mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction a été normalement surveillée et qu'elle est appropriée au projet ; dans ce but, il doit notamment signaler au maître d'ouvrage les essais qu'il estimerait nécessaires.

Les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet.

Le contrôleur, informé de la date à laquelle il sera procédé aux opérations préalables à la réception, fournit avant cette date à la personne responsable du marché un rapport récapitulatif signalant en particulier ceux de ses avis qui n'ont pas été suivis d'effet. Il est tenu d'assister aux opérations préalables à la réception.

4. Durant la période de parfait achèvement qui suit la réception, le contrôleur technique continue à fournir ses avis comme ci-dessus, à la fin de cette période, il établit un second rapport récapitulatif selon un plan identique au premier.
5. Pour ce qui concerne la sécurité des personnes, le contrôleur technique donne son avis sur l'application des divers règlements de sécurité et, là où de tels règlements n'existent pas, il attire l'attention du maître d'ouvrage sur les dispositions du projet qui risquent de mettre en cause sa responsabilité et celles des constructeurs en cas d'accidents corporels survenant aux occupants.
6. Dans les domaines non couverts par des règlements, le contrôleur technique doit dans ses avis, s'il ne se réfère pas aux documents normatifs suivants, lorsqu'ils existent :
 - Règles techniques
 - Fascicules du cahier des clauses techniques générales
 - Normes N.F.
 - Avis technique de l'arrêté du 2 décembre 1969,

motiver les raisons pour lesquelles il s'en écarte.

Toutefois, dans les domaines où il n'existe pas de règles ou de connaissances précises, il est admis que dans ses avis, le contrôleur technique se borne à attirer l'attention du maître d'ouvrage sur les risques encourus.

7. Le titulaire fait son affaire des appareils de mesures, de contrôles ou autres nécessaires à l'exécution de ses prestations.

Ces appareils doivent être maintenus en bon état de fonctionnement en permanence et faire l'objet, au minimum une fois par an, d'une vérification et d'un étalonnage par une entreprise spécialisée qui, à l'issue de son intervention, délivre un certificat d'étalonnage au titulaire.

Les rapports techniques émis par le titulaire comportent obligatoirement les références des appareils de mesure utilisés et pour chacun d'eux, la date du dernier étalonnage.
8. Pendant l'exécution des travaux, le contrôleur technique adresse directement au maître d'oeuvre et à l'entrepreneur une copie pour information de ses avis et rapports établis pour le maître d'ouvrage si celui-ci le lui demande.
9. De son côté, le maître d'ouvrage prendra les dispositions nécessaires pour :
 - Informer, dès l'origine, les maîtres d'oeuvre, entreprises, bureaux d'études et, d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, de l'existence du présent contrat ;
 - Donner au contrôleur technique copie du permis de construire ;
 - Fournir au contrôleur technique tous les plans descriptifs et notes de calculs en sa possession ;
 - Obtenir pour le contrôleur technique le libre accès aux chantiers et autres lieux d'exécution des travaux (intéressant la réhabilitation) pour laquelle son intervention a été requise et, d'une façon générale, lui permettre l'exercice de sa mission dans des conditions normales d'efficacité et de sécurité ;
 - Prévenir, en temps utile, le contrôleur technique des dates de commencement des travaux et des phases essentielles de leur exécution, ainsi que des dates des opérations préalables aux réceptions des ouvrages et lui communiquer les procès-verbaux de ces réceptions ;
 - Tenir informé le contrôleur technique de la suite réservée à ses avis.
10. Il est interdit au contrôleur technique de participer à la conception des ouvrages, à l'exécution des travaux, à leur métré et de donner des ordres aux concepteurs et entreprises.